



ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE MARS 1978

1^{re} Circonscription de la Martinique

Electeurs, Électrices,

L'avenir des Martiniquais est le véritable enjeu de ces élections :

Il s'agit de choisir

- ou la citoyenneté pleine et entière dans la France par les progrès nécessaires
- ou l'aventure autonomiste vers l'indépendance et ses malheurs, dans l'indignité de la misère.



Candidat unique de la Majorité, je m'engage avec mon suppléant :

- A combattre toute forme de séparatisme,
- A accélérer l'extension des avantages sociaux et leur adaptation la plus efficace :

Pour les Agriculteurs : Assurance accident du Travail, indemnité viagère de départ, aide d'installation aux jeunes.

Pour les Artisans, Industriels, Commerçants et Professions Libérales : Assurance maladie puis allocations familiales.

Pour les travailleurs licenciés : application des mesures favorables.

Pour les chômeurs : augmentation des fonds de chômage précédant l'extension de l'indemnisation du chômage.

Pour les jeunes : Prolongation du Concours de l'État pour favoriser leur embauche.

Pour les personnes âgées : toutes les allocations déjà existantes en Métropole (logement) et leur progression.

Pour l'ensemble de la population : généralisation de la sécurité sociale déjà prévue.

- A améliorer l'œuvre d'instruction, d'éducation et de formation des jeunes et les équipements sportifs et culturels.

Mais dans le cadre d'une départementalisation plus décentralisée le principal objectif doit être l'accroissement de la production, la création d'emplois et la lutte contre le chômage par :

- des actions du Fonds d'Intervention pour l'Aménagement du Territoire (FIAT), celle de la Délégation à l'Aménagement du Territoire et de l'Action Régionale (DATAR), notamment pour la création de zones industrielles et artisanales, pour stimuler l'implantation d'entreprises nouvelles,
- Des encouragements :
- à la production agricole locale, dans des structures foncières réformées, en vue d'un marché local organisé et d'exportations mieux protégées,

- à la modernisation et à l'organisation rationnelle de la pêche,
- à l'investissement local dans de nouvelles entreprises grâce à une confiance plus affirmée des Martiniquais dans le progrès économique avec des primes et aides variées à ces investisseurs locaux pour l'industrie et l'artisanat.

Mais pour rendre possible ces actions, il est impératif que cessent définitivement les menaces angoissantes d'indépendance et d'autonomie, désastreuses pour l'évolution économique et l'emploi.

Il faut aussi que les élus départementalistes interviennent au nom du plus grand nombre possible de Martiniquais pour témoigner de leur volonté de rester citoyens français et d'assurer la promotion de notre île.

Donc pas d'abstention !

Votez Camille PETIT

Suppléant Félix JOACHIM

Pour que vive la Martinique dans la France